

Nouvelles locales du lundi 1er juin 2015

@rib News, 01/06/2015 | Politique - Ce lundi a été caractérisé par un calme dans les rues de Bujumbura, la capitale. En effet, les organisateurs des manifestations contre le 3^e mandat de Pierre Nkurunziza avaient demandé qu'à cette journée, il soit observé une trêve dans ces manifestations. Ils ont précisé que malgré la tenue de la réunion des chefs d'Etats de la communauté de l'Afrique de l'Est, les manifestations doivent continuer. Ils voient que les personnes ont dû, bien évidemment, endommager les biens publics mais n'ont pas demandé pour un report des élections pour une période de deux semaines. Les rues de la capitale étaient praticables dans presque tous les quartiers contestataires. Les bus étaient au service mais pas dans tous les quartiers.

- Le parti CNDD-FDD apprécie positivement la proposition du sommet des chefs d'Etats de la Communauté africaine sur les élections au Burundi. Selon le porte-parole de ce parti, les vrais amis se manifestent dans les moments durs comme ceux-ci. Daniel Gélase Ndirakobuca remercie ce sommet pour avoir respecté les institutions de la République du Burundi. Il constate tout de même que la décision de repousser le calendrier électoral est salubre et affirme que ce parti fera tout son possible pour que cette décision soit respectée. Il espère que le climat de confiance entre les politiciens burundais va prendre fin avec cette décision puis que les questions en suspens ont été vidées par la même occasion. Il demande ainsi aux autres politiciens de se lancer sur le terrain de la campagne électorale pour se préparer aux élections. - La coalition des indépendants «Amizero yaburundi» apprécie elle aussi la décision prise par le sommet des chefs d'Etats de la Communauté est-africaine de prolonger les échéances électorales d'un mois et demi. Le représentant de cette coalition trouve que cette occasion doit être profitable pour les burundais afin qu'ils s'assoient ensemble pour trouver la solution à leurs propres problèmes. Rwasa Agathon estime que c'est la voie pour que les élections soient paisibles et transparentes après avoir trouvé des réponses à toutes ces questions. Il trouve que la mise en application de la décision de ces chefs d'Etats pose problème puis que des barrières sont encore là. Il reste par ailleurs convaincu que les élections avant le 26 août sont possibles puis qu'à cette date, on devra avoir élu un président élu et que la transition n'est pas nécessaire dans cette logique. - De son côté, le député Ndirakobuca estime que le président de la République est le seul point de départ des problèmes qui se manifestent dans le pays. Il trouve qu'à ce titre, Pierre Nkurunziza a eu tort de ne pas se présenter au sommet des chefs d'Etats de la communauté de l'Afrique de l'Est alors qu'ils devraient se pencher sur la question du Burundi. Il déplore le fait vu en train de jouer au football ; ce qui témoigne du mépris qu'il a pour son peuple. Selon lui, il ne devrait pas mandatiser une personne d'autre à cette occasion. Il trouve par ailleurs que le fait d'exiger le report des élections est un signe que les chefs d'Etats ont retiré leur confiance au président Nkurunziza puis que selon lui, cela signifie que ces chefs d'Etats sont contre son 3^e mandat. Il trouve ainsi que cette occasion peut être exploitée par les burundais en entamant un dialogue au sujet des problèmes qui minent le pays. - La société civile qui a appelé à manifester contre la 3^e candidature de Pierre Nkurunziza apprécie aussi la décision des chefs d'Etats de la communauté est-africaine concernant les élections au Burundi. Pierre Claver Mbonimpa trouve qu'il s'agit d'une occasion pour que les problèmes soient résolus via le dialogue et la concertation. Il reste de son côté convaincu que la question des mandats présidentiels ne concerne que les Burundais uniquement. Il demande la non-violence pour les manifestants et de ne pas s'en prendre aux véhicules ni aux personnes. Il précise que celui qui se rendra coupable sera puni personnellement qu'il soit manifestant ou policier. - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) assure qu'elle a accueilli comme tout burundais la décision des chefs d'Etats de la communauté est-africaine sur le report des élections. Le porte-parole de cette commission annonce qu'elle va continuer à préparer les élections sur base du calendrier connu jusqu'à un nouvel ordre. Prosper Ntahorwamiye constate que ce n'est pas la CENI de prendre des mesures à ce sujet puis que c'est le président de la République qui doit le faire. - Le Sénat burundais demande de son côté à la CENI de réaménager le calendrier électoral conformément à la proposition des chefs d'Etats de l'EAC sur le report de Gabriel Ntisezerana a supplié les bailleurs du Burundi pour qu'ils soient prêts de ce dernier dans ces jours. Il demande également aux politiciens de faire la campagne électorale afin de participer aux élections le moment venu. Cela a été dit ce lundi lors de l'ouverture de la session ordinaire de juin de cette chambre haute du parlement. - L'Assemblée Nationale a elle aussi procédé au lancement de la session ordinaire de juin ce lundi. Dans son discours, le président de la chambre basse du parlement a assuré que lors de cette période, 22 projets de loi seront analysés. Il a profité de cette occasion pour condamner les assassinats qui se manifestent dans ces derniers jours comme celle de Zed Feruzi et celle des femmes vendeuses de fruits à l'ancien marché central de Bujumbura. Pie Ntavyohanyuma a estimé que le dialogue est seul capable de restaurer la confiance entre les politiciens burundais. Il a enfin condamné les enseignements divisionnistes sur base d'ethnie ou de région quel que soit la personne qui les propage. - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) affirme que ses deux membres (la vice-présidente et la chargée du matériel) sont introuvables dans ces derniers jours depuis samedi. Le porte-parole de cette commission affirme que ces deux femmes ne se présentent plus au service mais ajoute qu'une d'elles se trouverait encore au Burundi alors qu'une autre a pris l'avion. Prosper Ntahorwamiye assure tout de même qu'elles n'ont pas adressé une démission ou une quelconque information sur leur situation à la présidence de la CENI. Il ajoute tout de même que ce n'est pas la CENI qui prend une mesure de remplacement de ces personnes qui partent. Il ajoute que la procédure de leur remplacement doit être la même que celle de leur nomination. Il assure tout de même que si ces personnes ne sont pas remplacées, cela va causer des problèmes de fonctionnement de cette commission. - Le gouvernement du Burundi apprécie la décision prise par la communauté est-africaine ce dimanche sur les élections. Selon le conseiller du président Nkurunziza chargé de la communication, il s'agit des conseils prodigués par les amis du Burundi. Willy Nyamitwe ajoute que les concernés seront amenés à mettre en application ces recommandations. Il assure tout de même que dans les jours qui viennent, la délégalation gouvernementale va donner son compte-rendu au président de la République et qu'à ce moment le gouvernement va donner son point de vue. Il assure que le gouvernement veut et souhaite organiser les élections

dans le temps prévu, c'est-à-dire jusqu'au 26 août 2015 tout en précisant que ce n'est pas la première fois que les élections sont reportées mais tout cela dans le respect de la constitution.